

## **CNCL des 4 & 5.11 2017 - Atelier «migrations et délit de solidarité» - Contribution à la 3<sup>ème</sup> partie (AF)**

Ouverture du débat sur la troisième partie de l'ordre du jour de notre atelier : l'aspect politique national et international de la question migratoire.

La commission a engagé un travail de production d'une brochure sur ce sujet comportant différents volets. Sa publication ne sera possible qu'avec vos aides respectives car beaucoup de questions qui y sont abordées font encore débat.

L'enjeu est de montrer que la problématique migratoire est un élément essentiel du contenu politique de la société altermondialiste que nous voulons construire. Et donc que cette question devrait faire l'objet d'une campagne comme celles que mène Attac, au même titre que celle sur les accords de libre-échange, la dénonciation de l'hégémonie de la finance ultra-libérale, le combat contre les paradis fiscaux offshore, la remise en cause du droit du travail par les ordonnances récentes.

Relier directement la « politique migratoire » et la « société altermondialiste nouvelle à construire » suppose deux choses : d'une part d'avoir une compréhension la plus complète possible de ce qui fait aujourd'hui la spécificité des flux de migrants, d'autre part d'avoir une vision claire des valeurs qui fonderont le contenu concret de cette société. Dit autrement et concrètement : qu'elle place les mouvements migratoires occuperont-ils dans cette société altermondialiste, différente de celle qu'ils occupent aujourd'hui et de celle qu'ils ont occupé dans un passé récent ou plus lointain ?

La brochure en projet sera composée de quatre ou cinq livrets dont voici les orientations.

**Le premier livret** viserait à rassembler des faits exacts et des chiffres précis sur la réalité des migrations dans la dernière décennie, de façon à éviter les approximations qui circulent un peu partout. A ce sujet, il faut avoir conscience que les données disponibles (statistiques), les cartes construites (Migreurop), les faits (rapportés par les médias) peuvent être utilisés avec des objectifs opposés : les uns pour dénoncer l'intolérable (les camps de rétention, les drames le long des parcours migrants, les mouvements contraints de populations..., les autres pour stigmatiser les migrants (flux envahissants, lien avec le terrorisme, perte d'identité, xénophobie). Il s'agit alors de faire comprendre par nos commentaires que, si à chaque migrant correspond une histoire individuelle non réductible à un flux, la somme collective de ces histoires personnelles engendre un flux qui est lui directement causé par les politiques qui sont les nôtres, celles de nos gouvernants. Ce premier livret est, en partie rédigé, mais encore à compléter et à actualiser.

**Le deuxième volet** a déjà beaucoup été traité : celui des préjugés à contrer par des idées justes. La démarche s'appuie généralement sur une courte argumentation rationnelle « faits à l'appui » supposée réduire à néant les « a priori » présents dans l'idéologie dominante de la société et encouragés par la plupart des grands médias. Ces a priori sont en partie l'expression d'un inconscient collectif, plus ou moins lié à de l'époque de la colonisation encore présente dans les mémoires, mais ils sont renforcés par la peur ambiante qu'instille la période plus récente du terrorisme. L'une de nos tâches serait-elle pas alors de s'attacher à dépasser cette subjectivité en s'appuyant sur l'autre inconscient – humaniste celui là- qui vient aussi du fond de notre propre culture ? Pour cela, ne devrions-nous pas développer une campagne idéologique offensive, se fondant sur des slogans courts mais très compréhensibles et expressifs, aptes à coller partout en post'it autocollants, ainsi que sur la publication plus assidue d'exemples positifs d'accueil et surtout d'intégration réussie, donc bénéfique ? Un thème générique chapeautant une telle campagne pourrait s'inspirer de cette déclaration extraite de la Constitution de 1793 « Tout homme né et domicilié en France, âgé de plus de 21 ans, tout étranger qui y est domicilié, y vit de son travail [...] et aura été jugé avoir bien mérité de l'humanité par le Corps Législatif est admis à exercer ses droits de citoyen français ». Cela contribuerait à dissocier « migrations / religions / terrorisme / immigration soi-disant massive » en rappelant que « les droits fondamentaux humains sont de niveau supérieur aux lois produites par les Etats qui ne peuvent être que passagères et tendancieuses ». Cette campagne contribuerait à justifier notre opposition aux durcissements législatifs récurrents opérés par les gouvernements successifs sur la question des migrations, dont le dernier promu par Collomb n'est pas le moindre avec l'invention d'un « délit de solidarité » appliqué aujourd'hui à l'aide apportée aux migrants et applicable demain à toute forme de solidarité entre les travailleurs. La polémique engagée sur une loi « d'état d'urgence » qui est à la fois inefficace, anxiogène et potentiellement liberticide montre que notre campagne convergerait avec une question politique plus fondamentale : partout la légitimité des « droits » fondamentaux humains devrait inspirer les Etats alors qu'ils sont de plus en plus niés par la légalité des « droits » qu'ils édictent. On voit bien ici que la question migratoire est bien au centre, et non à la marge, du débat politique sur la société que nous voulons et qui reste à construire. Une telle campagne idéologique associerait les quelques 500 collectifs et associations qui soutiennent l'initiative des « Etats Généraux des Migrations » pour créer un mouvement de masse politique visible, avec en appui des conférences de presse et des initiatives dynamiques comme celle du groupe « joyeux bordel » d'Attac. L'enjeu ? prendre l'offensive sur le plan idéologique pour renverser le rapport de force politique et ne pas laisser le gouvernement limiter l'action humanitaire au rôle de « panseur de plaies ».

**Le troisième volet**, en pleine phase d'élaboration, est plus difficile à formuler. Il porterait sur les « causes géopolitiques stratégiques » des mouvements migratoires actuels qui ne sont pas réductible aux motifs individuels de déplacements des migrants. Il s'agit ici d'avoir une vision précise, donc une analyse rigoureuse, des responsabilités politiques globales prises au niveau des Etats et des instances internationales (dont l'UE) qui engendrent les mouvements migratoires. Une approche du type « archéologie des migrations dans l'espace et dans le temps », comme par exemple celle de Hervé Le Bras dans un ouvrage récent, montrerait que les migrations ont toujours existé (notre propre peuple en est le produit) mais ont été de natures et d'ampleurs différentes. Ce qui semble n'être qu'une banalité est utile à rappeler par des illustrations de réalités historiques : migrations commerçantes d'accès à de nouveaux mondes (Asie/ Afrique, Europe/Amériques...), migrations coloniales, migrations ethniques ou confessionnelles (répression), migrations environnementales (désertifications, inondations, famines)... De tels mouvements migratoires passés ont pu être beaucoup plus volumineux que ceux d'aujourd'hui. Mais alors, en quoi la situation actuelle était-elle nouvelle,

différente ? La trame de l'histoire récente permet de mieux le comprendre. Au cours du 20<sup>e</sup> siècle se structurent des blocs (le monde capitaliste libre d'un côté, le bloc communiste de l'autre, les pays du tiers-monde non alignés par ailleurs) dans lesquelles se poursuivent les mutations socio-économiques initiées par le capital et l'industrialisation massive. En raccourci, on en connaît les étapes majeures après la deuxième guerre mondiale : les 30 glorieuses de la reconstruction européenne, la décolonisation par les luttes d'indépendance, le sur-armement lié à la guerre froide de confrontation des blocs, les politiques d'ajustement structurels qui asservissent les « pays en voie de développement » à la logique d'un capital mondialisé, la financiarisation des économies développées pour échapper par le prêt et la dette à la baisse des profits, la concentration des firmes multinationales et la poussée des politiques de libre-changes (OMC, APE, CETA, etc...), le tout s'accompagnant d'une dégradation écologique et environnementales sans précédent qui est quasi irréversible. A chacune de ces étapes s'accroît la libre circulation des capitaux et marchandises tandis que, sous une forme ou sous une autre, se rétrécit celle des hommes et des travailleurs. Ainsi, l'Europe -pour ne parler que d'elle- s'est constituée progressivement en îlot de paix et de prospérité, sous contrôle technocratique du grand capital, mais en décalage total avec les peuples des pays émergents qui lui sont subordonnés. Très vite les tensions renaissent partout : sociales, régionalistes, confessionnelles, techniques, linguistiques... d'où naissent des conflits ouverts, puis des guerres civiles. Les frontières se redéfinissent pour mieux se fermer et placer les droits régaliens des Etats au dessus des droits humains fondamentaux. Avec le délitement des blocs, le sur-armement de la planète aidant, les guerres autrefois inter-étatiques deviennent des confrontations militarisées au sein des peuples. Les mouvements migratoires deviennent de plus en plus des « fuites en quête d'un refuge » que les Etats s'efforcent d'exploiter (immigration choisie), de refouler (des murs en nombre croissant et non des ponts), de combattre (développement d'un complexe militaro-sécuritaire de gros rapport financier pour assurer l'éloignement par la rétention des candidats à la migration dans les pays de départ et de transit) et de criminaliser (loi sur l'état d'urgence, sur le délit de solidarité, etc). L'Europe mais aussi individuellement des pays qui en sont membres sont au premier plan de ces politiques xénophobes et discriminatoires comme le montrent les « pseudo-accords » avec la Turquie, la Libye, les pays de la CEDEAO dans lesquels s'installent des officines de tri des migrants en transit et dont les frontières se ferment à leur tour. Dans ce monde sur armé faits de discriminations et d'inégalités que nos « élites » européennes encouragent jusqu'à la dislocation des tissus sociaux et des territoires, les migrants ne sont plus des hommes mais des monnaies d'échange, commerciales et financières, quand ils ne deviennent pas eux-mêmes des marchandises potentielles (trafics en tous genres).

Si les prévisions démographiques se confirment, le continent africain devrait être vers le milieu de notre siècle le plus peuplé (2.4 Mds d'habitants), devant l'Inde et la Chine, avec des inégalités croissantes au sein des pays et des populations. Dans le même temps, l'Europe où les inégalités vont aussi en croissant passerait de 30% de la population mondiale à peine 10 %. Comment ne pas penser que les mouvements migratoires contraints actuels vont aussi s'accroître ? Sans recul majeur des causes géostratégique et politiques de ces mouvements, cette évolution semble être suicidaire. Pour se le cacher, les propagandes politiques des Etats de l'UE et l'UE elle-même s'efforcent de dissocier ce que seraient les demandeurs d'asile et les migrants économiques, comme si les conflits locaux et les répressions, les dégradations environnementales, les atteintes aux économies paysannes et les famines dans les pays dits émergents, leurs limitations en services publics (santé et éducation notamment), le sous-emploi et les autres facteurs de sous-développement, ne devenaient pas, par leur aggravation, des motifs valables de fuir un pays. Ces mêmes pays, dont le nôtre en première ligne, mettent en avant la soi-disant « aide au développement » comme un moyen de pallier ces motifs de flux migratoires contraints : c'est un alibi politique de plus pour cacher la réalité car loin de correspondre à des échanges équilibrés à avantages réciproques favorisant l'autonomie des économies locales et celle des populations des pays de départ, cette « aide » est surtout bénéficiaire aux pays qui l'affichent, tant au plan économique (ouverture de marché pour les firmes multinationales) que social (financement de l'éloignement des migrants et répression pour les tenir hors de portée de l'Europe dans des hotspots ne respectant pas leurs droits les plus élémentaires (voir rapport du Conseil de Sécurité de l'ONU, et autres documents des ONG engagées sur place, notamment en Lybie). Or une politique altermondialiste digne de ce nom devrait prendre en compte tous les avantages réciproques que ces migrations procurent tant au pays de départ qu'à ceux d'arrivée, et surtout à leurs populations.

En fin de compte, ce troisième volet de notre brochure vise à montrer en quoi les mouvements migratoires actuels sont essentiellement le résultat des politiques menées sous domination de la grande finance internationale dans les pays développés, ici en Europe mais aussi ailleurs dans le monde (cf les velléités de l'ONU de mettre un coup d'arrêt de nombreux conflits locaux téléguidés par les grandes puissances dont 5 bénéficient d'un droit de veto sur les décisions des 197 autres membres de l'instance internationale). Par là, on voit que la question migratoire, loin d'être seulement un problème caritatif et humanitaire est bien l'affaire politique d'un choix de société avec ses valeurs fondatrices et leurs contenus concrets : liberté de circulation, possibilité d'installation, droit d'aller et venir, apports contributifs à l'interculturalité, participation réciproque à la vie citoyenne, etc....

**Le quatrième volet** de notre brochure s'interrogera dès lors sur la façon dont cette nouvelle société est déjà inscrite, en prémices, dans les diverses initiatives citoyennes qui se développent partout et qu'on peut appeler de façon imagée « l'herbe qui pousse entre les pavés ». De quoi se composent ces initiatives ? Ici et là elles seront économiques (accueil et aide à l'insertion), sociales (prises et partages de responsabilités civiles), juridiques (accès aux droits citoyens), professionnelles (apports de métiers), interculturelles.... Même si nous n'avons pas pour le moment le pouvoir politique de changer l'ordre des choses, ces initiatives montrent qu'on a d'ores et déjà de quoi fonder les bases d'une contre société qui fasse des migrations, voulues ou contraintes, une richesse pour tous : migrants et pays, populations des régions de départ comme de celles d'accueil. Ce 4<sup>ème</sup> volet voudrait en être une démonstration.

Pour lancer le débat, la question est « quels sont vos avis sur cette rapide analyse, vos préoccupations, vos propositions? »